



Rheinland-Pfalz

MINISTERIUM FÜR BILDUNG

# LA FUTURE LOI SUR LES GARDE- RIES EN RHEINLAND- PFALZ

plus de qualité, plus d'argent, plus de gratuité



[www.zukunftsgesetz.rlp.de](http://www.zukunftsgesetz.rlp.de)



## Déjà en Vigueur

### **Programme spécial pour les cuisines**

L'Etat accompagne les Garderie dans l'équipement de leurs cuisines avec 13,5 millions d'euros.

### **Garderie ! plus et fournisseurs gratuits**

il y a plus d'argent pour l'assurance qualité dans le secteur privé et pour les garderies !Plus. Avec Garderie ! De plus, l'État soutient les Garderies dans les zones résidentielles qui ont des besoins de développement particuliers et vous aide ainsi, par exemple, à financer des programmes pour les parents et les enfants. Avec l'augmentation des fonds, l'État soutient déjà la transition vers le budget de l'espace social.

# Pour que tous les enfants aient accès à la meilleure éducation et aux meilleurs soins de la petite enfance

## Exonération totale des cotisations à partir de 2 ans

Gratuit à partir de 2 ans. À partir du 1er janvier 2020, peu importe si un enfant de deux ans ou plus aille à la garderie ou à la crèche. Dès l'âge de deux ans, ils fréquentent les garderies d'enfants entièrement gratuitement.





Du 1 premier Juillet 2021



# Pour un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée et donc aussi une politique féminine moderne

## Droit légal à 7 heures de soins en une seule fois

À l'avenir, les parents auront légalement droit à 7 heures de garde. Cela signifie qu'ils peuvent faire garder leurs enfants à l'heure du déjeuner. Jusqu'à présent, un droit légal de sept heures a déjà été appliqué, mais cela pourrait inclure un manque de soins à l'heure du déjeuner. La mesure dans laquelle chaque enfant est réellement pris en charge et les heures d'ouverture d'un établissement doivent être décidées sur place. Le bureau de la protection de la jeunesse a pour mission de s'assurer que l'offre est adaptée aux besoins.

Et parce que le bureau de protection de la jeunesse a besoin d'une certaine tolérance lors de la planification, l'État paie jusqu'à 20 pour cent des places inoccupées par district de bureau de protection de la jeunesse. La date de référence à laquelle le nombre d'enfants dans les garderies est enregistré est le 31 mai de chaque année.

# Pour une meilleure compatibilité de la famille et du travail et donc aussi une politique féminine moderne



## Déjeuner

Parce que les enfants restent à la garderie pendant 7 heures pendant le déjeuner, il devrait y avoir un déjeuner pour eux. L'organisation est décidée conjointement par les offices de protection de la jeunesse, les prestataires, les garderies et les parents sur place. Afin de présenter l'offre, les parties concernées disposent d'un délai suffisant, jusqu'à l'évaluation sept ans après l'entrée en vigueur de la loi, soit jusqu'en 2028.

Dans le même temps, l'Etat accompagne les propriétaires dans l'ameublement et l'équipement de leurs cuisines : avec un programme de coûts matériels de 13,5 millions d'euros.



## Les meilleurs éducateurs pour nos garderies



### Plus de personnel dans les garderies et un nouveau système de dotation

Il y a plus de personnel. 80 millions d'euros sont disponibles pour cela, que l'Etat de Rheinland-Pfalz verse chaque année en plus des 730 millions d'euros qu'il consacre déjà chaque année aux crèches. Le nouveau système rend également la mesure du personnel plus équitable - car il doit y avoir une bonne éducation de la petite enfance partout dans le pays, que ce soit en ville ou à la campagne, à Andernach ou à Zweibrücken.

L'évaluation du personnel se compose de plusieurs éléments :

1. Le personnel de base dépend du nombre de places disponibles pour les enfants de moins de 2 ans, de plus de 2 ans et des écoliers et du nombre d'heures de garde prévues pour eux.
2. En outre, il existe des parts de personnel pour les tâches de gestion
3. L'accompagnement des stagiaires et des étudiants.
4. et personnel du budget de l'espace social





Les apprentis ne sont plus inclus dans l'évaluation du personnel, ils sont également requis ci-dessus. L'Etat cofinance également le déploiement de travailleurs ((qui travaillent dans les Cuisines et nettoie la garderie par exemple)) dans les garderies - autant qu'il le faut.

## Pour l'égalité des chances pour tous

---

### Budget de la salle sociale pour des spécialistes supplémentaires sur place

Avec le budget de l'espace social, l'Etat finance du personnel supplémentaire à hauteur de 50 millions d'euros par an, par exemple pour les services sociaux de garde d'enfants, les spécialistes interculturels ou les travailleurs français. Les bureaux de protection de la jeunesse décident comment utiliser le ménage sur place, mais doivent le rendre transparent et fournir des preuves.



## Pour une plus grande participation de tous

### Le conseil consultatif de la Garderie

Le conseil consultatif de la Garderie favorise la participation de toutes les personnes impliquées dans la garderie au quotidien.

Les fournisseurs d'installations, la direction des spécialistes et les parents discutent ensemble de questions importantes qui affectent fondamentalement le travail de la garderie, en tenant toujours compte du point de vue des enfants.





Rheinland-Pfalz

MINISTERIUM FÜR BILDUNG

#### Impressum:

Ministerium für Bildung Rheinland-Pfalz, Mittlere Bleiche 61, 55116 Mainz

Web: [bm.rlp.de](http://bm.rlp.de) | E-Mail: [poststelle@bm.rlp.de](mailto:poststelle@bm.rlp.de) | Tel.: 06131 16-0 | Twitter: [@bildung\\_rlp](https://twitter.com/bildung_rlp)

Diese Druckschrift wird im Rahmen der Öffentlichkeitsarbeit der Landesregierung Rheinland-Pfalz herausgegeben. Sie darf weder von Parteien noch Wahlbewerberinnen und -bewerbern oder Wahlhelferinnen und -helfern im Zeitraum von sechs Monaten vor einer Wahl zum Zwecke der Wahlwerbung verwendet werden. Missbräuchlich ist während dieser Zeit insbesondere die Verteilung auf Wahlveranstaltungen, an Informationsständen der Parteien sowie das Einlegen, Aufdrucken und Aufkleben parteipolitischer Informationen oder Werbemittel. Auch ohne zeitlichen Bezug zu einer bevorstehenden Wahl darf die Druckschrift nicht in einer Weise verwendet werden, die als Parteinahme der Landesregierung zugunsten einzelner politischer Gruppen verstanden werden könnte. Den Parteien ist es gestattet, die Druckschrift zur Unterrichtung ihrer eigenen Mitglieder zu verwenden.